



Assemblée générale

Distr. générale
24 août 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 66 a) de l'ordre du jour

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de faire tenir aux membres de l'Assemblée générale le rapport soumis par M. Githu Muigai, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, sur l'application de la résolution 64/147 de l'Assemblée générale.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (7 octobre 2010).



Rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur l'application de la résolution 64/147 de l'Assemblée générale

Résumé

Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale conformément à la résolution 64/147 de l'Assemblée sur le caractère inacceptable de certaines pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, par laquelle le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée est prié d'établir un rapport sur l'application de la résolution, en se fondant sur les vues des gouvernements et des organisations non gouvernementales en la matière.

Après une brève introduction portant sur la teneur de la résolution 64/147, le Rapporteur spécial résume les communications envoyées par 13 États sur la mise en œuvre de la résolution, ainsi que les vues de six organisations non gouvernementales sur la question soulevée dans ladite résolution, avant de présenter un certain nombre de conclusions et de recommandations.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Communications reçues des États Membres	5
A. Bulgarie	5
B. Colombie	6
C. Chypre	7
D. Gabon	8
E. Géorgie	9
F. Jordanie	10
G. Kazakhstan	12
H. Maurice	13
I. Paraguay	14
J. Portugal	15
K. République de Moldova	17
L. Fédération de Russie	18
M. Espagne	21
III. Communications reçues d'organisations non gouvernementales	21
IV. Conclusions et recommandations	22

I. Introduction

1. Dans sa résolution 64/147, l'Assemblée générale, alarmée par la prolifération, dans de nombreuses régions du monde, de divers partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, y compris les néonazis et les skinheads, ainsi que de mouvements idéologiques extrémistes de même nature, a, au paragraphe 6, pris note avec inquiétude de la multiplication des incidents racistes dans plusieurs pays et de la montée du mouvement skinhead, qui est responsable de nombre de ces incidents, ainsi que de la résurgence des violences racistes et xénophobes visant des membres de communautés ethniques, religieuses ou culturelles ou de minorités nationales, comme l'a constaté dans son dernier rapport le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

2. Au paragraphe 7 de la résolution, l'Assemblée a réaffirmé que ces actes pouvaient être considérés comme faisant partie des activités visées à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et constituer une violation flagrante et manifeste du droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques ainsi que du droit à la liberté d'opinion et d'expression au sens où les entendent et les garantissent la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

3. Au paragraphe 9, l'Assemblée a également souligné que ces pratiques alimentaient les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et contribuaient à la propagation et à la multiplication de divers partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, y compris les néonazis et les skinheads, et insisté sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux pratiques évoquées.

4. Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée a rappelé au paragraphe 19 que, dans sa résolution 2005/5, la Commission des droits de l'homme avait prié le Rapporteur spécial de poursuivre sa réflexion sur la question et de faire les recommandations appropriées dans ses futurs rapports, en sollicitant et en prenant en considération les vues des gouvernements et des organisations non gouvernementales en la matière. Au paragraphe 20, elle a prié le Rapporteur spécial d'établir, pour présentation à l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session et au Conseil des droits de l'homme, des rapports sur l'application de la résolution, en se fondant sur les vues recueillies comme suite à la demande formulée par la Commission des droits de l'homme, comme l'a rappelé l'Assemblée au paragraphe 19 de sa résolution.

5. Conformément à la pratique établie dans les précédents rapports, le présent rapport résume les informations reçues sur les activités entreprises par les États Membres en application de la résolution 64/147. Lorsqu'il a établi le rapport, le Rapporteur spécial a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'adresser, le 11 mai 2010, une note verbale aux États Membres leur demandant de lui communiquer, le 21 juin 2010 au plus tard, des informations sur l'application de la résolution. Il a également prié le Haut-Commissariat d'adresser, le 20 mai 2010, une lettre aux organisations non gouvernementales leur demandant de lui faire parvenir, le 21 juin 2010 au plus tard, leurs vues sur les questions soulevées dans la résolution.

6. Au 1^{er} août 2010, des informations avaient été reçues de 13 États Membres, à savoir la Bulgarie, Chypre, la Colombie, l'Espagne, la Fédération de Russie, le Gabon, la Géorgie, la Jordanie, le Kazakhstan, Maurice, le Paraguay, le Portugal et la République de Moldova. Au 1^{er} juillet 2010, des communications avaient été envoyées par six organisations non gouvernementales, à savoir l'American Civil Liberties Union, l'Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, le Cercle de recherche sur les droits et devoirs de la personne humaine, la Human Rights Advocates, le Kurdish Human Rights Project, et le Political Capital, Policy Research and Consulting Institute. Les informations reçues des États Membres et des organisations non gouvernementales sont résumées dans le présent rapport. Le texte original des communications peut être consulté au Secrétariat.

II. Communications reçues des États Membres

A. Bulgarie

7. Dans sa réponse, la Bulgarie a affirmé que la protection contre toutes les formes de discrimination, y compris raciale et ethnique, de racisme, d'extrémisme et de xénophobie, figurait parmi les grandes priorités des politiques législatives et administratives et des institutions publiques de la Bulgarie.

8. La Bulgarie est partie aux principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, notamment à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux deux Protocoles se rapportant au Pacte, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et au Protocole facultatif se rapportant à la Convention, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses deux Protocoles facultatifs. La Bulgarie est également partie aux conventions du Conseil de l'Europe. En outre, les mesures voulues ont été prises pour donner effet aux recommandations des conférences internationales des Nations Unies sur les droits de l'homme, y compris de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

9. La Bulgarie a souligné que pour obtenir des résultats concrets dans la prévention et la lutte contre les manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, une action résolue des organes de l'État et l'intervention des organisations non gouvernementales vouées à la protection des droits de l'homme avaient été indispensables. Les mesures prises avaient consisté : a) à prendre les mesures législatives voulues pour mettre en œuvre les paragraphes 15 et 16 de la résolution 64/147; b) à appliquer les normes de droit concernant les paragraphes 15 et 16 de la résolution dans la pratique des autorités judiciaires et administratives (Commission pour la protection contre la discrimination); et c) à intensifier l'activité de ladite Commission dès la découverte de pratiques discriminatoires et s'agissant des mesures de prévention visées aux paragraphes 15, 16 et 17 de la résolution.

10. Le principe de l'égalité et de la non-discrimination est consacré dans la Constitution et le Code pénal bulgares et dans d'autres lois et règlements d'application nationaux. En ce qui concerne l'interdiction de tenir des propos

haineux, la loi relative à la radio et à la télévision interdit aux médias, à l'article 10, de diffuser des émissions incitant à la haine raciale, ethnique, religieuse ou sexiste.

11. La Bulgarie a expliqué que les étrangers résidant légalement en Bulgarie ont tous les droits et obligations prévus par la législation bulgare et des accords internationaux auxquels la Bulgarie est partie, hormis ceux pour lesquels la nationalité bulgare est exigée.

12. La Bulgarie a également communiqué des informations sur la loi de 2003 relative à la protection contre la discrimination, qui protège contre toutes les formes de discrimination et garantit les droits de tous. En adoptant cette loi, la Bulgarie s'est dotée d'un instrument législatif très complet, ainsi que d'un organe spécial chargé de sa mise en œuvre, à savoir la Commission pour la protection contre la discrimination. La Commission examine les cas de discrimination et se prononce en la matière, détermine l'existence de violations du droit à l'égalité de traitement, et décrète la cessation de telles violations. Elle vient également en aide, en toute indépendance, aux victimes d'actes de discrimination en réponse aux plaintes reçues et s'acquitte des autres tâches qui lui sont confiées aux articles 40 et 47 de la loi relative à la protection contre la discrimination. La Commission surveille en outre les infractions pénales et les incidents motivés par l'intolérance en recueillant des informations auprès d'institutions et d'organisations non gouvernementales ou dans la presse.

13. La Bulgarie a souligné que de nombreuses organisations non gouvernementales ayant pour vocation la promotion et la protection des droits de l'homme accordaient une attention particulière aux questions concernant le caractère inacceptable de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée.

B. Colombie

14. Dans sa réponse, la Colombie a déclaré que la résolution 64/147 est compatible avec son droit interne et avec les instruments auxquels elle est partie. Elle a indiqué qu'elle est partie à la plupart des instruments relatifs aux droits de l'homme et s'est toujours acquittée de l'obligation qui lui incombe de respecter et d'appliquer ces instruments et de se conformer aux décisions du système international de justice.

15. Le Gouvernement colombien a élaboré un projet de loi protégeant la diversité ethnique, qui sera prochainement soumis au Congrès pour examen. Un projet de loi réprimant les pratiques discriminatoires sera également présenté au Parlement lors de sa prochaine session. La Colombie a indiqué que le Conseil national de la politique économique et sociale s'employait à élaborer un nouvel édit en faveur des communautés d'ascendance africaine. Le Gouvernement met également au point des cadres et directives de politique générale prenant particulièrement en compte la population colombienne d'ascendance africaine.

16. La Constitution incorpore les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le droit interne. Le Tribunal constitutionnel a élaboré toute une jurisprudence qui confirme l'égalité matérielle des groupes ayant été marginalisés tout au long de l'histoire pour diverses raisons, notamment ethniques et raciales. Le Gouvernement veille à l'application de ses décisions afin de lutter contre toutes les formes de discrimination.

17. La Colombie a proposé des mesures destinées à mettre en œuvre la résolution 64/147. En premier lieu, il fallait à son avis, envisager la possibilité de lier les accords internationaux à des indicateurs de gestion, à des objectifs et à des délais, afin de pouvoir entreprendre une évaluation quantitative et qualitative des progrès accomplis. En deuxième lieu, elle a proposé d'élaborer, d'arrêter et d'adopter des indicateurs de progrès au moment de l'adoption des traités internationaux. En troisième lieu, elle a proposé la mise en place d'un système d'information permanent alimenté par les rapports des États et les évaluations de l'ONU. En quatrième lieu, la Colombie estimait que la caractéristique essentielle des règles de droit en est l'applicabilité. Il importait donc d'engager les États à intégrer des mesures coercitives ou correctives dans leur législation nationale et d'arrêter ainsi de nouvelles politiques qui permettront, à terme, de réduire les taux élevés de marginalisation et d'exclusion observés de par le monde.

C. Chypre

18. Dans sa réponse, Chypre a indiqué que, lors des dernières décennies et, plus systématiquement depuis son adhésion à l'Union européenne en mai 2004, des efforts considérables (adoption d'une législation globale, réformes structurelles, activités de sensibilisation, etc.) ont été entrepris par toutes les autorités nationales compétentes pour lutter contre la discrimination. Un Plan d'action national sur l'égalité des sexes pour 2007-2013 a été élaboré.

19. L'Organe chypriote chargé des questions d'égalité, autorité indépendante ayant compétence pour connaître des questions de discrimination et d'égalité et pour trancher en la matière a été créé en 2004. Il est composé de l'Organe chypriote pour la lutte contre la discrimination et de l'Office de l'égalité. Chypre a également mentionné la création, en 2006, de l'Autorité indépendante chargée d'enquêter sur les plaintes et allégations concernant des abus commis par la police et, en 2007, du Comité de l'égalité entre hommes et femmes au sein de la police.

20. Le Bureau pour la lutte contre la discrimination créé en 2004 au quartier général de la police (Département C), est chargé de coordonner et surveiller tous les aspects du travail de la police dans les domaines de la diversité ethnique et culturelle, du racisme, de la discrimination et de la xénophobie, et de donner des conseils en la matière, en établissant des contacts avec les officiers de liaison (police), les enquêteurs et les victimes. Des officiers de liaison issus des communautés ethniques ont été nommés dans chaque quartier général divisionnaire de la police pour assurer la liaison avec les dirigeants locaux ou les membres des communautés ethniques et mettre l'accent sur les questions de race et d'origine ethnique. Ils collaborent étroitement avec le personnel du Bureau susmentionné pour traiter les incidents à motivation raciste.

21. Un système interne officiel d'enregistrement des incidents à motivation raciste a été mis en place au sein de la police. La déclaration de police utilisée pour signaler les délits permet de consigner les cas de racisme et de discrimination à l'origine d'un délit et d'établir des sous-catégories de mobiles présentant les caractéristiques susmentionnées.

22. On accorde une grande importance à la nécessité d'encourager les membres de la police à adopter une attitude positive à l'égard de tous les individus sans exception, quelles que soient leur culture et leurs coutumes. La formation de la

police est considérée comme l'un des domaines les plus importants où des mesures concrètes, efficaces et volontaristes de lutte contre la discrimination peuvent continuer d'être prises pour prévenir et combattre certains actes de discrimination commis par la police dans l'exercice de ses fonctions. La Police chypriote a adopté et appliqué la recommandation du Conseil de l'Europe sur le Code européen d'éthique de la police. La police a pour principal objectif de moderniser et d'améliorer non seulement la formation de base des recrues de l'Académie de police, mais également la formation professionnelle des sergents et des officiers de police de haut rang.

23. Pour tenter de rapprocher les collectivités ethniques et la police et de promouvoir la compréhension et le respect mutuels, la Police chypriote, en collaboration avec des associations représentant diverses communautés ethniques résidant à Chypre ou leurs dirigeants, organise périodiquement des activités sociales et culturelles ouvertes au public.

24. Le chef de la Police chypriote a donné l'ordre aux officiers de police, par voie de circulaires, de s'abstenir de procéder à des enquêtes poussées sur des suspects ou des personnes recherchées uniquement sur la base de leurs caractéristiques ethniques, raciales ou autres, mais plutôt de circonscrire leurs opérations en recueillant davantage d'informations sur la personne en cause. Les membres de la police ont également reçu l'ordre d'éviter de révéler au public des informations sur les origines ethniques, raciales ou autres des délinquants, sauf dans le cas des personnes recherchées. La Police chypriote a également élaboré et distribué dans les commissariats une brochure qui contient des informations sur les droits des personnes en garde à vue, que les officiers de police sont tenus de remettre aux détenus.

25. Parmi les activités de sensibilisation mises en œuvre à l'échelle nationale, il a été fait mention du Programme d'action communautaire pour lutter contre la discrimination, la campagne lancée sur le thème « La diversité aux fins de la lutte contre la discrimination », l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous (2007), et le Programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale (Progress 2007-2013).

26. Enfin, Chypre a signalé qu'une aide judiciaire est accordée aux ressortissants chypriotes et aux étrangers lors de procédures engagées devant les tribunaux chypriotes. Ainsi, l'article 146 de la Constitution prévoit l'octroi d'une aide judiciaire aux demandeurs d'asile et aux réfugiés formant un recours auprès de la Cour suprême.

D. Gabon

27. Dans sa réponse, le Gabon a indiqué qu'il était un pays où régnaient l'amitié, la fraternité, la paix et la solidarité sociale pour tous. En conséquence, aucun acte grave de racisme, de discrimination ou d'intolérance n'avait été rapporté jusqu'ici. Il a en outre déclaré que tout serait fait pour maintenir cet état de choses et pour créer des conditions propices à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

E. Géorgie

28. Dans sa réponse, la Géorgie a fourni des informations sur les mesures législatives, administratives et autres prises pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale et promouvoir le dialogue interculturel entre les groupes minoritaires. La Géorgie a indiqué qu'elle coopérait étroitement avec les organes universels et régionaux chargés des droits de l'homme traitant de la discrimination raciale. Elle a noté en outre avec une profonde préoccupation que les nationaux géorgiens faisaient fréquemment l'objet d'un traitement discriminatoire de la part de « certaines puissances ».

29. La Géorgie a indiqué qu'un plan de réflexion et d'action national en faveur de la tolérance et de l'intégration civile avait été adopté en 2009. Ce plan décrivait à grands traits les impératifs stratégiques nationaux et définissait six principaux domaines : la prééminence du droit, l'éducation et la langue officielle, les médias et l'accès à l'information, l'intégration politique et la participation civile, l'intégration sociale et régionale et la culture et la préservation de l'identité. La mise au point du projet de plan d'action pour l'année 2010 avait été achevée et le plan serait adopté sous peu.

30. Le Cabinet du Ministre d'État chargé de la réintégration et le Bureau du Défenseur public étaient les principales institutions de lutte contre la discrimination et de promotion de la tolérance entre les différents groupes. Le premier, créé en 2008, était responsable de l'intégration civile de toutes les minorités ethniques, de la coordination des activités pertinentes des organismes étatiques et de la supervision de la mise en œuvre du plan d'action en faveur de la tolérance et de l'intégration civile. Le second, dont les responsabilités procédaient de la Constitution (art. 43) et de la loi organique de 1996 sur le Défenseur public, supervisait la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et assure le fonctionnement du Centre pour la tolérance, composé de deux conseils, à savoir le Conseil des minorités nationales et le Conseil des religions.

31. La législation interdisait la discrimination fondée sur des motifs ethniques, religieux, raciaux ou autres et criminalise la discrimination raciale. En vertu du Code pénal, pour certains crimes, les motivations d'ordre racial, religieux, national ou ethnique étaient considérées comme des circonstances aggravantes. Les organisations et partis prônant la violence ou incitant à la haine ethnique, religieuse ou sociale étaient interdits par la loi, de même que l'organisation de réunions et de manifestations préconisant la violence et incitant à la haine ethnique, religieuse ou sociale. Le Gouvernement a déclaré qu'actuellement, aucun parti politique ou groupe fondé sur l'idée de la supériorité raciale n'était autorisé en Géorgie. La Géorgie a également indiqué que des recours utiles étaient mis à la disposition des victimes de discours haineux.

32. La Géorgie a en outre souligné qu'une attention particulière était accordée à la formation aux droits de l'homme des responsables compétents de manière à renforcer l'importance qu'ils attachent à ces droits et à mieux les leur faire connaître. Elle a mentionné la formation fournie par l'Académie de police concernant les méthodes d'enquête sur les crimes à motivation raciale. Il a également été noté que l'Académie de police fournissait une formation sur « les relations avec les minorités nationales, raciales et religieuses » et que le Ministère de la justice offrait également des cours de formation aux procureurs.

33. S'agissant de l'éducation, la Géorgie a indiqué que des programmes spécialisés avaient été mis au point par le Ministère de l'éducation et de la science afin de promouvoir la tolérance au sein du système éducatif. Elle a notamment mentionné le programme en faveur de la tolérance à l'école, le programme de partenariat scolaire et l'initiative Dialogue interculturel par le biais de l'éducation.

34. Pour ce qui est des médias, un code de conduite à l'intention des organismes de radiodiffusion et de télévision avait été adopté en 2009. Le code disposait explicitement que ces organismes devaient s'efforcer d'éviter de faire des déclarations inexactes ou tendancieuses promouvant les stéréotypes, d'identifier indûment les personnes par leur origine ethnique ou religieuse ou de faire des allégations non fondées susceptibles d'encourager encore davantage la discrimination et la violence. Depuis 2010, la Fondation pour le développement des médias assurait le suivi de la manière dont les médias de langue géorgienne couvrent les questions relatives aux minorités nationales ou religieuses. En outre, les organismes de radiodiffusion et de télévision publics géorgiens étaient tenus de refléter la diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse du pays dans leurs programmes et de diffuser des émissions de radio dans les langues minoritaires nationales.

35. La Géorgie a indiqué que divers programmes culturels et autres étaient élaborés chaque année pour célébrer la victoire sur le fascisme. À cet égard, référence a été faite à la célébration du soixante-cinquième anniversaire de cette victoire en 2010. Il a également été souligné que les événements de la Deuxième Guerre mondiale, notamment les violations des droits de l'homme commises par le régime nazi, étaient enseignés dans les classes d'histoire du monde.

F. Jordanie

36. Dans sa réponse, la Jordanie a indiqué que le Département de la sécurité publique avait à cœur de faire respecter les principes constitutionnels et législatifs jordaniens qui s'opposent à toute forme de discrimination, racisme et xénophobie et ses obligations au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, telles que la condamnation de la discrimination raciale, la non-commission et le non-encouragement d'actes discriminatoires, l'élimination des barrières entre les groupes sociaux et l'autonomisation des groupes susceptibles de faire l'objet d'une discrimination. Le Département de la sécurité publique a également pris des mesures énergiques pour mettre en œuvre le plan royal concernant la promotion des droits de l'homme en général et l'appel à la modération, à la tolérance, à l'acceptation d'autrui et à la diffusion d'idées ayant trait aux droits de l'homme.

37. Concernant les mesures prises par le Département de la sécurité publique pour mettre en œuvre la résolution 64/147, la Jordanie a fait référence à l'adoption d'une série de mesures de prévention devant être mises en œuvre par la police judiciaire et administrative afin de prévenir l'émergence de groupes extrémistes incitant à la violence fondée sur le racisme et la xénophobie. La Jordanie a également mentionné la formation offerte au personnel des organismes d'application des lois pour lui permettre de recueillir des informations sur les groupes extrémistes et de les communiquer aux autorités judiciaires compétentes. Elle a également indiqué que le Département avait continué d'enseigner et de diffuser les principes du message d'Amman, prononcé en 2004 par S. M. le Roi Abdullah II bin Al-Hussein, à savoir

la modération, l'acceptation d'autrui et la promotion de la sécurité et de la stabilité. Ce message soulignait que l'extrémisme était étranger à l'islam, qui était fondé sur la sérénité et la tolérance, et appelait la communauté internationale à s'attacher à mettre en œuvre le droit international, à respecter les instruments internationaux et à éliminer les causes de la violence et du racisme. Enfin, la Jordanie a indiqué que le Bureau chargé des plaintes dans le domaine des droits de l'homme offrait des cours de formation au personnel du Département de la sécurité publique sur différents aspects des droits de l'homme, notamment les mesures de lutte contre la discrimination raciale.

38. La Jordanie a accédé à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale sans émettre de réserve. Il a également été indiqué que la Constitution jordanienne garantissait la liberté d'opinion, de conviction et d'expression et consacrait le droit à l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans discrimination fondée sur la race, la langue ou la religion. La Jordanie a également fait observer que les dispositions du Code du travail étaient applicables à tous les travailleurs, quels que soient leur sexe, leur nationalité (Jordaniens ou non-Jordaniens), leur origine ethnique, leur couleur ou leur religion.

39. S'agissant des médias et de l'information, référence a été faite à la loi n° 8 de 1998 sur la presse et les publications, la loi provisoire n° 71 de 2001 sur les médias audiovisuels et la loi n° 47 de 2007 sur le droit d'accès à l'information. Pour ce qui est de l'éducation, il a été indiqué que la philosophie éducative du Royaume se reflétait dans la loi n° 3 de 1994 sur l'éducation.

40. La Jordanie a fourni des informations sur la loi n° 19 de 2007 sur les partis politiques et indiqué qu'un Centre national des droits de l'homme avait été créé en vue de promouvoir les principes ayant trait aux droits de l'homme dans le Royaume. Elle tirait son inspiration du message tolérant de l'islam, des valeurs constituant l'héritage islamique arabe et des dispositions constitutionnelles garantissant les droits des citoyens et la non-discrimination pour des motifs d'appartenance ethnique, de langue, de religion ou de sexe.

41. Le Code pénal criminalisait tout acte tendant à attiser les troubles d'ordre sectaire ou racial ou à inciter à la discorde entre les communautés et les différents éléments composant la nation ou se traduisant ainsi. Les auteurs de ces actes étaient passibles d'une peine de prison de trois ans maximum. La définition de la torture que donnait le Code pénal couvrait la douleur ou les souffrances aiguës infligées à une personne pour toute raison fondée sur une discrimination de quelque type que ce soit. Il a également été indiqué que le Code pénal militaire criminalisait le recours aux distinctions raciales et autres procédures fondées sur la discrimination raciale qui étaient considérées comme des crimes de guerre au titre de l'article 17.

42. La Jordanie a signalé que le Ministère de l'éducation accordait une importance spéciale à la lutte contre l'extrémisme, conformément, notamment, aux principes de la Constitution, de la Charte nationale, du message d'Amman et de la loi sur l'éducation. Elle a également fait allusion au mémorandum d'accord de 2009 entre le Ministère de l'éducation et le Centre national des droits de l'homme en vue de la promotion de l'éducation en matière de droits de l'homme dans les établissements scolaires. Elle a indiqué que les programmes et manuels scolaires accordaient une grande importance aux droits de l'homme. Elle a également mentionné la participation de la Direction chargée des programmes et manuels scolaires à un projet mené par l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science et le Conseil de l'Europe sur une meilleure compréhension mutuelle.

G. Kazakhstan

43. Dans sa réponse, le Kazakhstan a indiqué que le décret présidentiel reconnaissant la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale conformément à l'article 14 était entré en vigueur en 2008. Il a également fourni des informations sur le plan national d'action pour les droits de l'homme 2009-2012 qui prévoyait des mesures pour améliorer encore la législation nationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

44. Le Kazakhstan a établi un système réglementaire et juridique complet pour assurer l'égalité entre les citoyens, quels que soient leur sexe, leur race, leur ethnicité, leur langue, leur origine, leur richesse, leur statut officiel, leur lieu de résidence, leur attitude vis-à-vis de la religion, leurs convictions ou leur appartenance à une association bénévole ou à un groupe social. Le système juridique se fondait sur les obligations juridiques internationales du pays, la Constitution, la loi sur les associations bénévoles, la loi sur les partis politiques, la loi sur les médias, la loi sur la culture, la loi sur la citoyenneté et la loi sur l'Assemblée du peuple kazakh. Référence a également été faite à l'article 14 de la Constitution qui dispose que personne ne peut être soumis à quelque forme de discrimination que ce soit pour des raisons d'origine, de position sociale, de profession, de richesse, de sexe, de race, de langue, de religion, de conviction, de lieu de résidence ou pour toute autre raison. Le Kazakhstan a indiqué que la discrimination était également interdite par la loi sur les services de l'État.

45. Le Code pénal définissait les infractions engageant la responsabilité pénale en cas d'incitation à des hostilités d'ordre social, national, ethnique, racial ou religieux. Le Code des infractions administratives comportait une disposition renforçant cette responsabilité pour les infractions administratives motivées par la haine ou l'hostilité ethnique, raciale ou religieuse, qui étaient considérées comme des circonstances aggravantes.

46. Le Kazakhstan a mentionné plusieurs institutions publiques et non gouvernementales mettant en œuvre des politiques de lutte contre la discrimination. Il s'agissait notamment du Cabinet du Président du Kazakhstan qui définissait les orientations politiques de base dans ce domaine, du Gouvernement kazakh, qui était responsable des instruments juridiques et financiers, et des organes centraux de l'État, notamment les Ministères de la culture, de la justice, des affaires intérieures et le Bureau du Procureur général. Le Kazakhstan a également mentionné la Commission des droits de l'homme relevant du Cabinet du Président et indiqué que le commissaire aux droits de l'homme (ombudsman) s'occupait également des questions traitant de la lutte contre la discrimination raciale.

47. Le Kazakhstan a indiqué qu'il avait fait d'importants progrès au cours des dernières années s'agissant de la question de la coopération entre les autorités et les organisations de la société civile protégeant les intérêts et les droits des minorités ethniques. Référence a été faite à l'Assemblée du peuple du Kazakhstan, créée en 1995, qui avait son action sur la mise en œuvre des politiques de l'État relative aux groupes ethniques, assurait la stabilité sociale et politique dans la République et renforçait la coopération entre les institutions publiques et les organisations de la société civile pour les questions de relations interethniques. L'Assemblée bénéficiait désormais d'un nouveau statut juridique.

48. Le Kazakhstan a indiqué que la coopération avec les organisations religieuses jouaient un rôle important dans le renforcement de la stabilité sociale, prévenant l'extrémisme et l'intolérance et protégeant l'héritage culturel, spirituel et moral, les traditions historiques et la moralité publique. Référence a été faite notamment au troisième Congrès des religions du monde, qui s'est tenu en 2009 à Astana.

49. Le Kazakhstan a indiqué que l'éducation était un élément important du développement de l'identité civile et du renforcement de la tolérance au sein de la société kazakhe. Référence a été faite notamment à la loi sur les langues de la République du Kazakhstan, au programme d'État de 2010 sur l'utilisation et le développement des langues et au plan d'action en faveur de l'éducation ethnoculturelle et multiculturelle. Le Kazakhstan a également indiqué que des cours intitulés « Principes fondamentaux de la tolérance » étaient offerts dans les établissements d'enseignement supérieur. Le Gouvernement a indiqué que le principe de la non-discrimination était intégré dans la formation du personnel chargé de l'application des lois.

H. Maurice

50. Dans sa réponse, Maurice a fourni des informations sur les sections pertinentes de sa constitution concernant la protection contre la discrimination, notamment la section 3 sur les droits et libertés fondamentaux de l'individu, la section 16 concernant la protection contre la discrimination et la section 11 sur la protection de la liberté de conscience. Maurice a signalé que le rapport périodique devant être soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale était sur le point d'être achevé.

51. Maurice a également fourni des informations sur la Commission nationale des droits de l'homme créée en vertu de la loi sur la protection des droits de l'homme et sa division sur la discrimination sexuelle de la Commission mise en place en 2002. Il a également indiqué qu'en plus des moyens habituels de transmission des plaintes (les autorités de police), les citoyens pouvaient avoir recours au bureau de l'ombudsman. Les plaintes mineures relatives aux droits de l'homme pouvaient être adressées au Cabinet du Ministre de la justice.

52. Maurice a indiqué que la loi sur l'égalité des choix adoptée par l'Assemblée en 2008 n'était pas encore en vigueur. Elle portait sur les différents motifs de discrimination mentionnés aux sections 3 et 16 de la Constitution ainsi que l'âge, la grossesse, le handicap mental ou physique et l'orientation sexuelle. Cette loi prévoyait également la création d'une commission sur l'égalité des chances et d'un tribunal sur l'égalité des chances.

53. La loi de 2008 sur la Commission Vérité et justice était entrée en vigueur en 2009, le jour commémorant l'abolition de l'esclavage à Maurice. Elle avait porté création de la Commission Vérité et justice qui devait enquêter sur l'esclavage et le travail sous contrat forcé au cours de la période coloniale à Maurice, déterminer les mesures appropriées à prendre en faveur des descendants d'esclaves et de travailleurs sous contrat, examiner les plaintes déposées par des personnes dépossédées de terres sur lesquelles elles disaient avoir des droits ou pour lesquelles il y aurait eu prescription et établir un rapport détaillé sur ses activités et conclusions fondé sur des informations et données factuelles et objectives. La

Commission Vérité et justice a été constituée et se composait d'historiens, d'universitaires et chercheurs et de travailleurs sociaux mauriciens.

54. Il a été indiqué qu'en vertu du Code pénal, il existait des infractions en matière de discrimination fondée sur la race ou la conviction en général. À cet égard, Maurice a mentionné diverses sections du Code pénal, notamment la section 282 relative à l'infraction que constitue l'incitation à la haine raciale.

55. Le Gouvernement a fourni des informations sur les mesures prises par le Ministère de l'éducation et des ressources humaines pour mettre en œuvre la résolution 64/147 de l'Assemblée générale des Nations Unies, et notamment sur les nouveaux programmes nationaux qui tenaient compte de la nécessité de faire de l'éducation multiculturelle, d'un certain nombre de valeurs et de l'éducation pour la paix des éléments intersectoriels des programmes scolaires du préprimaire, du primaire et du secondaire. Maurice a indiqué qu'une façon d'envisager l'éducation axée sur le droit était également à l'ordre du jour du Ministère.

I. Paraguay

56. Dans sa réponse, le Paraguay a fait référence à plusieurs dispositions de sa constitution, notamment les articles 46 et 47 consacrés à l'égalité. Il a indiqué qu'il est partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, mais qu'il n'a pas encore reconnu la compétence du Comité selon l'article 14 de la Convention. Il est également partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Protocoles facultatifs qui s'y rapportent, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. La Direction des affaires internationales a collaboré avec la Direction générale de la justice du Ministère de la justice et du travail à la rédaction d'un projet de loi pour la mise en œuvre du Statut de Rome. Le Paraguay a également indiqué avoir signé la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il a par ailleurs fourni des renseignements concernant l'article 319 de son code pénal qui définit le génocide.

57. Le Secrétariat de la fonction publique a produit un guide des pratiques sans exclusive et non discriminatoires. Le Gouvernement a également mentionné le Code d'autoréglementation de la publicité, élaboré par le Centre pour la réglementation, les normes et la recherche en matière de publicité, qui établit les règles interdisant toute discrimination ou ridiculisation de personnes.

58. Le Paraguay a indiqué avoir reconnu la personnalité juridique de l'Association des personnes d'ascendance africaine du Paraguay et que des travaux sont en cours pour inclure dans le recensement national de 2012 une catégorie d'auto-identification pour les Afro-Paraguayens. Il a également indiqué qu'il conseille les Afro-Paraguayens sur les moyens de renforcer leur expression culturelle.

59. Le Paraguay a fourni des renseignements sur plusieurs lois qu'il a adoptées concernant les peuples autochtones, notamment la loi de 2007 portant création de la Direction générale pour l'éducation des autochtones, la loi sur les autorités régionales, qui prescrit une action positive en faveur des peuples autochtones au niveau des départements, la loi de 1981, telle que modifiée en 2003, sur le statut des communautés autochtones, qui a établi l'Institut paraguayen des peuples autochtones, et le décret de 2009 portant création du Réseau national de l'exécutif pour les droits de l'homme, constitué de 21 organismes gouvernementaux, dont

l'Institut paraguayen pour les peuples autochtones. Le Paraguay a également mentionné la Direction des droits ethniques, au sein du Bureau du Procureur général, qui agit à la demande des peuples autochtones directement concernés ou d'organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux dans tous les cas de violations d'articles susceptibles d'affecter ou de mettre en danger la liberté d'autochtones. La Direction fournit également une assistance aux autochtones soupçonnés ou accusés d'infractions. Une commission interagences chargée de mettre en place des mécanismes de surveillance des conditions de travail des autochtones a été établie par le Ministère de la justice et du travail en coopération avec l'Organisation internationale du Travail. Un certain nombre de projets de soutien au logement pour les peuples autochtones ont été identifiés et des mesures de lutte contre la discrimination et d'action positive ont été mises en place en faveur des communautés autochtones.

60. Le Paraguay a fait référence à des renseignements fournis par la Cour suprême sur la mise en œuvre des paragraphes 10, 11, 13 et 16 de la résolution 64/147. Il a mentionné à cet égard l'organisation par la Direction des droits de l'homme et d'autres organismes de l'appareil judiciaire d'une manifestation annuelle baptisée « Semaine des droits de l'homme » ainsi que la mise en place de divers cours de formation officiels. L'objectif de la Semaine des droits de l'homme est de sensibiliser le personnel des services de justice et le public en général aux questions des droits de l'homme.

61. Le Musée de la justice et centre de documentation et d'archives pour la défense des droits de l'homme a été établi en 2007. Son rôle est de promouvoir et restaurer la mémoire historique de la période de la dictature au Paraguay selon une démarche axée sur les droits de l'homme et de servir de lieu d'enseignement et de culture.

62. Le Congrès est actuellement saisi d'un projet de loi pour la lutte contre toutes les formes de discrimination. Celui-ci prévoit des mesures de prévention de la discrimination à l'égard de groupes divers pour des motifs tels que l'origine ethnique, la religion, le sexe et l'orientation sexuelle. Il habilite par ailleurs les organismes d'État à réprimer ces actes et comporte une disposition relative à l'incitation à la discrimination. Pour assurer l'adoption du projet de loi par le Congrès, un réseau de lutte contre la discrimination a été établi par diverses organisations de la société civile avec l'appui d'organismes des Nations Unies.

J. Portugal

63. Dans sa réponse, le Portugal s'est référé aux articles 13 et 15 de sa constitution qui consacrent le principe d'égalité et la règle générale qui reconnaît aux étrangers et immigrants les mêmes droits et devoirs qu'aux citoyens portugais à quelques exceptions près. Le Gouvernement a également fourni des renseignements sur l'article 46.4 de la Constitution relatif aux organisations fascistes, qui stipule que « les associations armées, les associations et organisations militaires, militarisées ou paramilitaires, racistes ou affichant une idéologie fasciste sont interdites ». Il a souligné par ailleurs que les recommandations formulées dans la résolution 64/147 sont déjà en application.

64. Selon le Code pénal portugais, un acte raciste peut être considéré comme une infraction si les conditions définies par la norme juridique sont remplies.

L'article 240 du Code pénal, qui traite de la discrimination raciale, religieuse ou sexuelle, a été mentionné dans ce contexte. Le Gouvernement a également indiqué que, selon l'article 71 (2) du Code pénal, la motivation raciale constitue une circonstance aggravante pour la détermination de la peine. Le Portugal a souligné par ailleurs que le Code pénal stipule dorénavant dans son article 246 que toute personne condamnée pour l'infraction visée à l'article 240 peut être déchue temporairement du droit de vote et/ou du droit d'être élue.

65. D'autres sanctions, telles que des amendes, peuvent être imposées en cas d'actes qualifiés de discriminatoires par la loi. Les associations qui œuvrent pour la non-discrimination raciale peuvent participer à la procédure et représenter les victimes, avec leur assentiment. Les principes d'égalité et de proportionnalité sont consacrés par le Code de procédure administrative et le principe de la légalité dans le Code de la publicité.

66. Aux termes de la loi de 2003 sur la télévision, aucun élément de programme ne peut causer l'incitation à la haine, au racisme et à la xénophobie. La loi sur les mesures de prévention et de répression en cas de violences associées à la pratique du sport interdit aux promoteurs de manifestations sportives de soutenir tout groupe organisé de supporters qui adopterait des signes, symboles et expressions visant à inciter à la violence, au racisme et à la xénophobie ou toute autre forme de discrimination.

67. Le Portugal a fourni des renseignements sur la Haute Commission pour l'immigration et le dialogue interculturel, qui joue un rôle de premier plan pour lutter contre la discrimination, et la Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale, qui s'occupe de discrimination raciale. Il a indiqué qu'une Unité de soutien aux immigrants et victimes de discrimination raciale et ethnique fournit gratuitement un soutien juridique et psychologique aux victimes de discrimination raciale et aux immigrants victimes de discrimination en général.

68. Le Portugal a également mentionné les centres nationaux et locaux de soutien à l'immigration qui fournissent des renseignements et un appui aux immigrants, le Bureau d'aide juridique aux immigrants qui leur fournit gratuitement des services de conseil juridique et de médiation, le Plan d'action 2007-2009 pour l'intégration des immigrants et le dispositif gouvernemental « Choix de programmes 4^e génération » établi en 2001. Il a également indiqué qu'un Projet pilote à l'intention des médiateurs municipaux s'occupant des Roms a été créé par la Haute Commission pour l'immigration et le dialogue interculturel.

69. Concernant les efforts de lutte contre la dissémination de propagande raciste, xénophobe et antisémite sur l'Internet, le Portugal a indiqué que le site Web de la Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale dispose d'un outil spécial appelé « Racisme sur l'Internet », qui permet aux usagers de se connecter à un projet national intitulé « Sécurité sur l'Internet », où ils peuvent déposer des plaintes contre les blogs ou sites de l'Internet affichant des messages racistes.

70. Enfin, s'il n'existe pas au Portugal de partis politiques d'extrême droite représentés au Parlement, il a été mentionné qu'un membre d'un parti d'extrême droite a été condamné pour actes discriminatoires en vertu de l'article 240 du Code pénal et se trouve en prison.

K. République de Moldova

71. Dans sa réponse, la République de Moldova a indiqué que depuis son indépendance, la République de Moldova avait pris des mesures législatives et pratiques pour rendre les relations interethniques au sein de la société plus harmonieuses, éliminer les différentes formes de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique, l'appartenance à une minorité nationale et protéger les droits des minorités nationales de manière à ce qu'elles puissent préserver leur identité culturelle, linguistique et religieuse.

72. Le Gouvernement a fait référence au principe de l'égalité consacré par la Constitution et indiqué que le principe de non-discrimination figurait dans un certain nombre de lois. De même, il a indiqué que le Code pénal criminalisait divers actes discriminatoires et violents commis pour des motifs raciaux ou du fait de l'origine nationale ou ethnique.

73. Actuellement, le cadre législatif, qui tenait compte des normes internationales, prévoyait l'interdiction de la discrimination et de toute activité extrémiste. La République de Moldova avait adhéré à plus de 40 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les autorités moldoves avaient pris des mesures concrètes pour aligner la pratique nationale sur les normes internationales, notamment en élaborant un projet de loi sur la prévention de la discrimination et la lutte à mener en la matière. En outre, la République de Moldova avait soumis son huitième et neuvième rapport périodique combiné au Comité pour l'élimination de la discrimination nationale.

74. L'une des priorités de la République de Moldova s'agissant de la lutte contre les différentes formes de discrimination consistait à promouvoir le principe de la diversité culturelle en tant que principe universellement reconnu, ainsi que les principes du respect des droits de l'homme et de l'égalité. Ces principes figuraient dans le nouveau programme d'activité du Gouvernement intitulé « Intégration européenne : liberté, démocratie et prospérité », qui contenait un chapitre sur l'intégration des minorités nationales.

75. Le Gouvernement a fait référence aux activités éducatives concernant les droits de l'homme, notamment les droits des minorités nationales, destinées à diverses catégories de fonctionnaires, collaborateurs de police et autres organismes d'application des lois.

76. Un nouveau projet de plan d'action national sur les droits de l'homme pour 2010-2013 avait été élaboré. Il comprenait un chapitre distinct sur les mesures visant à prévenir la discrimination et à la combattre et à protéger les droits des minorités nationales. La République de Moldova a indiqué que ce projet avait été soumis au Gouvernement pour approbation.

77. Des efforts étaient faits pour promouvoir un esprit de tolérance et le dialogue interculturel au sein de la société grâce à une étroite collaboration entre l'État et la société civile dans des domaines tels que l'éducation, la culture et les médias. Référence a été faite aux mesures prises pour préserver la mémoire des victimes moldoves de l'Holocauste et prévenir toute manifestation d'antisémitisme. Le pays

avait notamment organisé des conférences scientifiques, érigé des mémoriaux et mis au point des documents d'information à l'intention des enseignants d'histoire.

78. Le Plan d'action 2007-2010 pour l'appui aux Roms avait été adopté de manière à créer les conditions nécessaires à leur développement socioculturel. L'adoption de ce plan d'action constituait une mesure supplémentaire prise par les autorités pour lutter contre les stéréotypes négatifs contre les Roms, améliorer leurs conditions de vie et faciliter leur participation sociale.

79. Le Gouvernement a fourni des informations concernant le Bureau des relations interethniques, l'organe de l'administration centrale promouvant la politique de la République de Moldova dans le domaine des relations interethniques, protégeant les droits constitutionnels des citoyens afin qu'ils puissent préserver, développer et exprimer leur diversité ethnique, culturelle et linguistique et collaborant avec les organisations publiques de minorités ethnoculturelles. Les présidents de toutes les organisations accréditées par le Bureau étaient membres du Conseil de coordination des organisations ethnoculturelles, l'organe consultatif du Bureau.

80. Des manifestations concernant la promotion de l'égalité et de la non-discrimination étaient organisées en permanence avec l'aide du Bureau et la participation de représentants des différentes minorités, de fonctionnaires et d'organisations internationales. À cet égard, référence a été faite à l'organisation de tables rondes, de séminaires, de conférences et de festivals, ainsi que de manifestations culturelles nationales annuelles visant à souligner la diversité ethnoculturelle, à promouvoir la tolérance et à consolider le caractère multiethnique de la population. La Maison des nationalités, qui relevait du Bureau, jouait un rôle important dans le processus de préservation de la diversité culturelle et de promotion de la non-discrimination.

81. Le Gouvernement a indiqué que le Bureau des relations interethniques prendrait les mesures suivantes afin de faire connaître aux autorités centrales et locales et autres institutions chargées de la protection contre la discrimination les principes figurant dans la résolution 64/147 de l'Assemblée générale : informer les ministères et autres autorités centrales et locales de l'adoption de la résolution; familiariser les membres du Conseil de coordination des organisations ethnoculturelles avec le contenu de la résolution; afficher le texte de la résolution sur le site Web du Bureau; et contribuer à la promotion de la résolution par les médias.

L. Fédération de Russie

82. Dans sa réponse, la Fédération de Russie a indiqué que sa constitution interdit toutes les formes de discrimination. Elle a mentionné à cet égard l'article 19 de sa constitution qui établit l'égalité devant la loi et les tribunaux et garantit l'égalité des droits de l'homme et libertés fondamentales, quels que soient le sexe, la race, l'ascendance ethnique, la langue, l'origine, la fortune, le statut officiel, le lieu de résidence, l'attitude à l'égard des religions, les convictions, l'appartenance à des associations bénévoles ou d'autres caractéristiques des personnes.

83. Le Gouvernement a également indiqué que la Constitution interdit l'établissement et les activités des associations dont les buts ou les actions ont pour objet de fomenter des troubles sociaux, raciaux, ethniques ou religieux, la propagande ou les campagnes incitant à la haine ou l'antagonisme sociaux, raciaux,

ethniques ou religieux; et l'apologie d'une supériorité sociale, raciale, ethnique, religieuse ou linguistique. La Constitution établit par ailleurs le droit de chacun à déterminer et indiquer son ascendance ethnique.

84. Selon la loi fédérale de 2002 sur les mesures de lutte contre les activités extrémistes, l'apologie de l'exclusion ou de la supériorité ou infériorité de gens pour des motifs sociaux, raciaux, ethniques, religieux ou linguistiques ou sur la base de leur attitude envers les religions est considérée comme de l'extrémisme (art. 1). Les auteurs de documents ou productions imprimés, audio, audiovisuels ou autres, destinés à l'usage du public et contenant l'un des éléments visés à l'article premier sont également considérés comme menant des activités extrémistes. En outre, toute organisation bénévole, religieuse ou autre se livrant à des activités extrémistes peut être dissoute et ses activités interdites sur décision judiciaire (art. 9). L'utilisation des réseaux de communication publics, y compris l'Internet, pour des activités extrémistes est interdite (art. 12) et la diffusion de documents extrémistes est illégale (art. 13.1) et considérée comme une infraction dans le Code des infractions administratives. La loi sur les médias et la loi fédérale déjà mentionnée interdisent l'utilisation des médias pour des activités extrémistes, notamment les activités visant à inciter à la discorde raciale et ethnique.

85. Selon le Code pénal, sont considérés comme une infraction pénale l'organisation d'activités d'une organisation extrémiste ou l'établissement d'une association extrémiste, c'est-à-dire d'un groupe organisé constitué pour planifier ou commettre des infractions motivées par la haine ou l'antagonisme politiques, idéologiques, raciaux, ethniques ou religieux ou par la haine ou l'antagonisme envers un groupe social particulier, telles que la destruction ou l'endommagement de monuments historiques et culturels, la profanation de cadavres ou de sépultures, les appels publics à des activités extrémistes, l'incitation à la haine ou à l'antagonisme et à des dégradations. Le Code pénal prévoit par ailleurs que le fait que des infractions soient motivées par la haine ou l'antagonisme ethniques, raciaux ou religieux, la haine ou l'antagonisme politiques ou idéologiques ou la haine ou l'antagonisme envers un groupe social particulier constitue une circonstance aggravante.

86. Le décret présidentiel n° 1316 de 2008 a créé un département pour la lutte contre l'extrémisme au sein du Ministère de l'intérieur et des divisions spécialisées au sein des organismes régionaux chargés des affaires intérieures. Le Département des enquêtes du Bureau d'enquêtes de Moscou applique une série de mesures visant à garantir que les infractions extrémistes commises contre des personnes soient dûment détectées et fassent l'objet d'enquêtes. Il s'agit en l'occurrence notamment de collecter, enregistrer, synthétiser et analyser les renseignements sur les infractions extrémistes et de faire une compilation et une analyse des pratiques permettant de les détecter et d'enquêter à leur sujet.

87. Le Gouvernement a indiqué que parallèlement à l'intensification de l'action des services de maintien de l'ordre pour lutter contre les infractions à motivation raciale, l'État consacre davantage d'efforts à la prévention des manifestations extrémistes. Pour prévenir les infractions extrémistes, les autorités chargées du maintien de l'ordre surveillent les réunions politiques publiques, les événements et spectacles culturels ainsi que les manifestations sportives susceptibles de donner lieu à un antagonisme ethnique ou religieux. Des mesures de prévention générale sont également prises auprès des diasporas ethniques et des jeunes appartenant à des minorités ethniques; par ailleurs, un groupe de travail a été créé sous l'égide du

département approprié du Bureau du Procureur général pour assurer que les autorités du parquet reçoivent en temps utile des renseignements sur les manifestations extrémistes et adoptent des positions et démarches coordonnées pour les contrer.

88. Une attention particulière est portée à la formation des agents de la force publique grâce à un programme d'étude de la culture du dialogue interethnique et des traditions des peuples de la Fédération de Russie. Une attention considérable est également portée aux aspects théoriques et pratiques de la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les programmes de formation.

89. Le Gouvernement a souligné que les autorités font de gros efforts pour créer une attitude de tolérance et de prévention de la xénophobie, de l'extrémisme et des autres formes de discrimination motivée par l'origine ethnique ou les convictions philosophiques (religieuses). Elles mettent l'accent en particulier sur le thème « Victoire sur le fascisme » et luttent contre les manifestations de racisme fondées sur l'idéologie nazie, notamment parmi les jeunes. Le Gouvernement a mentionné notamment l'adoption par le Ministère de l'éducation et de la science d'une réglementation régissant l'évaluation des manuels scolaires, l'inclusion de la question de l'Holocauste dans les programmes scolaires, la formation des enseignants, notamment à l'enseignement relatif à l'Holocauste, le programme fédéral spécial « Vers des attitudes de tolérance et la prévention de l'extrémisme dans la société russe 2001-2005 », les projets visant à inculquer la tolérance aux jeunes qui sont entrepris dans le cadre du programme fédéral 2006-2010 pour le développement de l'enseignement, et les groupes de recherche des établissements d'enseignement russes, constitués d'enfants et d'adolescents qui développent le patriotisme et l'esprit citoyen.

90. Le Gouvernement a indiqué que des organisations religieuses participent à des projets visant à promouvoir la tolérance et prévenir l'extrémisme parmi les jeunes. Il a mis en relief aussi le rôle des bibliothèques et des musées dans le modelage d'une attitude de tolérance publique envers les immigrants, l'harmonisation des relations interethniques et la création d'une culture du dialogue interethnique. Il a mentionné par ailleurs les centres culturels ethniques, les écoles des beaux-arts, les festivals de célébration des cultures ethniques et traditions populaires ainsi que les expositions d'artisanat populaire.

91. Le Gouvernement a fourni des renseignements sur son intention de travailler notamment à : a) l'élaboration de « normes de tolérance » pour les productions populaires des médias, y compris l'interdiction de mentionner l'origine ethnique dans les reportages sur des crimes, l'imposition d'un contingent d'émissions donnant des nouvelles positives sur les peuples de la Fédération de Russie dans les médias fédéraux et la production de films et d'émissions pour les enfants présentant les divers peuples de la Fédération de Russie de manière positive; b) la création d'études interethniques dans les établissements d'enseignement supérieur; c) l'organisation de cours approfondis sur la culture, les traditions et les coutumes de divers groupes ethniques par des membres de ces groupes dans les établissements d'enseignement général; d) la sensibilisation des jeunes à la diversité ethnique de la société russe. Le programme spécial de la ville de Moscou intitulé « Capitale de la Russie multiethnique (2008-2010) » a également été mentionné.

M. Espagne

92. Dans sa réponse, l'Espagne a indiqué que son Code pénal stipule que « la commission d'une infraction pour des motifs racistes ou antisémites ou pour tout autre motif discriminatoire lié à l'idéologie, à la religion, aux convictions, à l'origine ethnique, à la race ou à la nationalité constitue une circonstance aggravante ». Le Code érige également en infraction pénale les actes suivants : « 1) l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence contre des groupes ou associations pour des motifs racistes ou antisémites ou des motifs liés à l'idéologie, à la religion, aux convictions, à la situation familiale, à l'origine ethnique, à la race, à la nationalité, au sexe, à l'orientation sexuelle, à la maladie ou au handicap; 2) le refus de fournir un service public par une personne dont c'est la responsabilité professionnelle à une personne ayant droit à ce service pour des motifs d'idéologie, de religion, de convictions, d'origine ethnique, de race, de nationalité; 3) l'apologie par des associations de la discrimination, de la haine ou de la violence contre des personnes, groupes ou associations pour des motifs d'idéologie, de religion, de conviction, d'origine ethnique, de race ou de nationalité ». Le Procureur général a établi des bureaux chargés de connaître des crimes motivés par la haine à Barcelone et à Madrid, un troisième devant être créé à Valence.

93. L'Espagne a mentionné la loi de 2006 sur l'enseignement et indiqué que l'introduction de l'« éducation à la citoyenneté » comme matière dans les programmes scolaires remplit la fonction vitale de contribuer à modeler les futurs citoyens sur la base de leur connaissance et de leur respect des droits de l'homme. Elle a également mentionné le projet intitulé « Vivre ensemble : la citoyenneté européenne contre le racisme et la xénophobie ».

94. L'Espagne a indiqué qu'une méthodologie commune fondée sur des groupes de discussion sociologiques et des forums d'experts a été élaborée. Après application de cette méthodologie en Suède, aux Pays-Bas, en Finlande, au Portugal, en Irlande et en Espagne, un Décalogue contre le racisme, la xénophobie et les autres formes d'intolérance a été établi. Dans le cadre de cet effort coordonné, un réseau transnational conçu comme un système d'alerte rapide sur les formes nouvelles de discours raciste en Europe a également été créé. Ce réseau fournira des renseignements additionnels sur la situation et encouragera l'intensification des efforts de coordination et de sensibilisation contre le racisme et la xénophobie. En outre, ont été élaborés divers manuels traitant de sujets différents qui visent à informer, former et sensibiliser certains groupes cibles, tels que les médias, les forces de sécurité et les organismes locaux en matière de lutte contre les préjugés et les stéréotypes.

III. Communications reçues d'organisations non gouvernementales

95. L'American Civil Liberties Union-ACLU, l'Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi (AIDB), le Cercle de recherche sur les droits et devoirs de la personne humaine (CRED), Human Rights Advocates, The Kurdish Human Rights Project et le Political Capital, Policy Research and Consulting Institute ont envoyé des communications au Rapporteur spécial. Les principales préoccupations exprimées par les organisations non gouvernementales à propos de la résolution 64/147 de l'Assemblée générale ont trait à des questions touchant à la

montée de l'extrémisme de droite en Europe de l'Est, aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques, aux immigrants, aux peuples autochtones, à la liberté d'expression et d'opinion, et à la législation récente sur le profilage racial.

96. L'Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi a fourni des renseignements sur la discrimination et la marginalisation que subissent les peuples autochtones du Burundi, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la propriété foncière. Les arrestations et détentions arbitraires de Batwa ainsi que l'absence de prise de conscience des recours juridiques disponibles ont également été mentionnées par l'Association.

97. L'American Civil Liberties Union-ACLU et Human Rights Advocates ont fourni des renseignements sur la loi SB 1070 adoptée aux États-Unis en 2010 par l'État d'Arizona. Ils ont exprimé leurs préoccupations au sujet de l'effet potentiellement discriminatoire de cette législation, dont ils estiment qu'elle pourrait accroître le profilage racial des immigrants et minorités, en particulier ceux d'ascendance latino-américaine.

98. Le Cercle de recherche sur les droits et devoirs de la personne humaine a fourni des renseignements sur la situation relative à la liberté d'expression, de réunion et d'association dans 128 pays examinés jusqu'ici dans le cadre du mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

99. Le Kurdish Human Rights Project a fourni des renseignements sur la discrimination subie notamment dans les domaines de la nationalité, du droit de vote, de la propriété, de l'enseignement et du mariage par les minorités kurdes de Turquie, de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran. Il a également été fait mention des difficultés sociales, économiques et politiques qu'elles rencontrent ainsi que des « crimes haineux » et attaques contre les personnes appartenant à des minorités ethniques. Des renseignements ont également été fournis sur l'absence de loi globale pour lutter contre la discrimination, de recensement officiel ou de collecte de données pour des motifs ethniques ou linguistiques et d'enquêtes et de poursuites appropriées dans les cas de violations des droits de l'homme visant les minorités.

100. Le Political Capital, Policy Research and Consulting Institute a souligné la montée de l'extrémisme de droite en Europe de l'Est. Il a affirmé que les pays les plus affectés par l'extrémisme de droite ont élaboré des stratégies différentes pour y faire face, mais qu'aucun n'a trouvé de solution efficace. Il a insisté sur le fait que les principaux partis politiques d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est pourraient adopter certains aspects de l'extrémisme de droite pour leurs propres fins politiques. Il a estimé aussi que les idéologies radicales d'Europe de l'Est peuvent aisément être exportés à l'Ouest et que les partis extrémistes d'Europe de l'Est peuvent trouver plus facilement des alliés en Europe occidentale que chez eux. L'Institut a mentionné à cet égard le parti d'extrême droite hongrois Jobbik qui a constitué une alliance avec des groupes d'extrême droite d'Italie, du Royaume-Uni, de Suède et de Belgique plutôt qu'avec des partis d'extrême droite de la région.

IV. Conclusions et recommandations

101. **Le Rapporteur spécial remercie tous les États qui lui ont fourni des renseignements sur les activités qu'ils ont entreprises en application de la résolution 64/147 de l'Assemblée générale. Il sait gré également aux**

organisations non gouvernementales qui ont fourni des renseignements sur les questions soulevées dans la résolution. Ces renseignements sont importants pour les échanges d'expériences et de meilleures pratiques dans la lutte contre les partis, mouvements et groupes politiques extrémistes, y compris les néonazis et les skinheads, et les mouvements idéologiques extrémistes similaires. Le Rapporteur spécial tient à réaffirmer l'importance qu'il attache à la coopération avec les États Membres et la société civile dans l'exécution de son mandat. À cet égard, il voudrait rappeler la résolution 7/34 du Conseil des droits de l'homme qui prie tous les gouvernements de coopérer sans réserve avec le Rapporteur spécial dans l'exécution de son mandat, notamment en lui donnant les renseignements qu'il demande.

102. Les communications reçues émanent de quelques pays appartenant à des régions différentes, mais le Rapporteur spécial tient à rappeler clairement qu'aucun État n'est à l'abri de ces phénomènes. Il importe que les États en reconnaissent l'existence et restent vigilants quant au risque qu'ils n'affectent les fondements de la société ancrés dans les principes des droits de l'homme, notamment le principe de la non-discrimination, divers droits de l'homme et libertés fondamentales, ainsi que la démocratie. Il faut par conséquent redoubler de vigilance politique et juridique.

103. Dans leurs réponses, certains États ont informé le Rapporteur spécial de leur adhésion à un certain nombre d'instruments internationaux des droits de l'homme, dont la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Certains ont précisé qu'ils ont ratifié cet instrument sans aucune réserve. D'autres États ont toutefois indiqué qu'ils n'ont pas reconnu, au titre de l'article 14 de la Convention, la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes. Le Rapporteur spécial souhaiterait à cet égard demander instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention et recommande aux États parties qui ont émis des réserves concernant l'article 4 d'envisager de les retirer comme les y encourage la résolution 64/147. Il recommande également aux États parties de faire la déclaration visée à l'article 14 de la Convention.

104. La lutte contre les partis politiques, mouvements et groupes extrémistes nécessite un cadre juridique solide. Aussi les États doivent-ils veiller à ce que leur législation incorpore intégralement les dispositions de l'article 4 de la Convention.

105. Certains États ont mentionné que dans leur code pénal les motivations racistes des infractions constituent des facteurs aggravants. Le Rapporteur spécial salue cette mesure et renouvelle la recommandation qu'il a faite dans son rapport de juillet 2010 au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/15/45, par. 27) pour que les États introduisent dans le droit pénal national une disposition prévoyant que les motivations ou les objectifs racistes ou xénophobes d'une infraction sont des circonstances aggravantes passibles de peines plus lourdes.

106. Le Rapporteur spécial tient à souligner une fois encore l'importance de suivre une démarche globale dans l'élaboration de mesures visant à lutter contre les partis politiques, mouvements et groupes extrémistes qui encouragent, explicitement ou implicitement, la diffusion d'idées fondées sur une supériorité raciale ou la haine raciale, l'incitation à la discrimination

raciale et à la xénophobie ainsi que les actes de violence ou incitations à de tels actes contre des groupes spécifiques de personnes. En fait, on ne peut obtenir des résultats concrets dans la lutte contre ce phénomène sans mettre en œuvre pleinement la législation adoptée, y compris les dispositions du code pénal. Les États doivent par conséquent accroître leurs efforts pour assurer l'application effective de la législation existante. Cette application doit englober notamment la lutte contre l'impunité, le renforcement des capacités des agents de la force publique et de l'appareil judiciaire, notamment par des formations appropriées, la collecte de statistiques ventilées selon l'origine ethnique et de données sur les crimes à motivation raciale, ainsi que l'allocation de ressources adéquates.

107. Les États doivent faire à cet égard des efforts déterminés pour traduire en justice les auteurs d'infractions à motivation raciale et assurer des enquêtes rapides et impartiales ainsi que des sanctions appropriées. Il convient aussi de porter une attention particulière aux victimes de ces infractions, en particulier celles appartenant à des groupes vulnérables qui ont également été mentionnés par certains États dans leurs réponses. Les victimes doivent bénéficier d'un accès complet à la justice, de réparations équitables et adéquates ou de compensations satisfaisantes pour tout dommage subi et être informées des recours juridiques existants. Dans le résumé, il a été fait mention de la création à l'intention des victimes de discrimination raciale de mécanismes leur apportant un soutien juridique et psychologique. Le Rapporteur spécial se félicite de telles mesures et recommande aux États de veiller à ce que les victimes d'infractions racistes et xénophobes bénéficient du soutien nécessaire, y compris juridique, médical et psychologique.

108. Les agents de la force publique et le personnel des services judiciaires sont les piliers essentiels de la mise en œuvre de la résolution 64/147. Aussi, le Rapporteur spécial encourage-t-il les États à veiller à ce que soit dispensée à leurs agents une formation obligatoire en matière de droits de l'homme afin de développer et renforcer leur capacité à identifier et enregistrer les infractions racistes et xénophobes et à enquêter sur elles. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial salue les mesures prises par certains États pour former les agents de la force publique et veiller à ce que la police établisse un dialogue avec les communautés. Comme il l'a indiqué dans son rapport de juillet 2010 (A/HRC/15/45, par. 29), il recommande fortement que les États nouent des liens avec les communautés concernées afin de les rassurer, rétablissent la confiance entre la police et ces communautés et encouragent le signalement de ces infractions à la police.

109. Certains États ont fourni des renseignements sur la création de systèmes officiels internes pour l'enregistrement des incidents à motivation raciale au sein de la police. Il convient de saluer ces initiatives. Le Rapporteur spécial souhaite recommander à cet égard que les États collectent des statistiques et des données ventilées selon l'origine ethnique sur les infractions racistes et xénophobes. Cela les aidera à en avoir une idée claire, ainsi qu'à identifier les types d'infractions commises, les caractéristiques des victimes et des auteurs, et en particulier à savoir si ces derniers sont affiliés à un parti politique, mouvement ou groupe extrémiste. La collecte de telles statistiques et données aidera également les États à évaluer si ces infractions ne sont pas toutes signalées ou enregistrées et à revoir leur législation pour traiter comme il convient les infractions racistes et xénophobes éventuelles.

110. Il faut compléter ces mesures par une vaste gamme de mesures préventives portant sur les causes profondes de l'existence de partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, qui encouragent la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciales et incitent à la discrimination raciale et à la xénophobie ainsi qu'à des actes de violence contre des groupes spécifiques de personnes. L'éducation en matière de droits de l'homme est l'un des outils les plus efficaces à cet égard. En outre, l'enseignement de l'histoire, tel que recommandé dans le rapport de 2009 du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/64/295) et réaffirmé dans la résolution 64/147, est également essentiel. En outre, l'organisation de manifestations culturelles, festivals, conférences, séminaires, journées de commémoration offrant un espace de dialogue et d'interaction interculturels, mentionnés par certains États, constitue également un moyen important de sensibiliser davantage les personnes et les groupes à ces phénomènes et construire une société fondée sur la tolérance, le respect de la diversité culturelle, le multiculturalisme et la non-discrimination.

111. Le Rapporteur spécial se félicite des mesures mentionnées par certains États pour lutter contre les incitations à la violence, au racisme et à la xénophobie dans le sport. Il estime que le sport peut contribuer positivement à l'élimination de la violence raciste et xénophobe de mouvements et groupes extrémistes fondée sur des idées de supériorité raciale qui incitent à la haine et à la discrimination raciales. Le sport constitue un moyen de promouvoir un message de tolérance et de non-discrimination. Le Rapporteur spécial recommande par conséquent d'utiliser le sport comme un moyen de promouvoir la compréhension et de rapprocher les gens de différentes origines. Il encourage par ailleurs les États, en coopération étroite avec les fédérations sportives internationales et régionales, à porter à l'attention de tous les organismes sportifs internationaux concernés la question des mouvements et groupes extrémistes qui propagent la haine raciale et la xénophobie et incitent à la violence contre des groupes spécifiques de personnes dans le sport.

112. Les mécanismes de vérité et justice ont également été mentionnés parmi les mesures prises. Dans son rapport de mars 2010 au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/14/43, par. 19 à 23), le Rapporteur spécial a souligné que certains facteurs, tels que les discours haineux fondés sur une idéologie raciste et l'instrumentalisation politique d'une idéologie raciste ou nationaliste, peuvent engendrer l'antagonisme à l'égard de certains groupes ethniques et conduire à des conflits dans le cadre desquels des crimes graves peuvent être commis, allant jusqu'au génocide, au nettoyage ethnique, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Le Rapporteur spécial recommande l'établissement dans les situations d'après conflit de commissions vérité et justice qui aideront à comprendre pourquoi certains crimes racistes et xénophobes se sont produits pendant le conflit et à en prévenir la résurgence. De tels mécanismes sont également des instruments essentiels pour comprendre et accepter une histoire contestée ou rejetée.

113. Comme le souligne le paragraphe 83 de la Déclaration de Durban, les dirigeants politiques et les partis politiques peuvent et doivent jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le Rapporteur spécial encourage fortement les partis politiques traditionnels à se faire davantage entendre dans les débats et campagnes politiques afin de contrer l'influence négative des partis

politiques extrémistes. Cela implique aussi une condamnation explicite et sans équivoque des discours politiques incitant à la discrimination raciale, à l'hostilité et à la violence. Ces partis doivent aussi refuser toute alliance avec les partis extrémistes à caractère raciste ou xénophobe pour former des majorités détenant un pouvoir politique.

114. Certains États ont également fourni des renseignements sur les mesures prises pour lutter contre la diffusion de propagande raciste et xénophobe sur l'Internet. Le Rapporteur spécial tient à cet égard à exprimer sa préoccupation au sujet de l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée. Il encourage les États à utiliser les possibilités offertes par les nouvelles technologies, y compris l'Internet, pour lutter contre la dissémination d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciales. Il tient, dans ce contexte, à réaffirmer le rôle positif que l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression peut jouer, y compris sur l'Internet, dans la lutte contre la propagation de telles idées sur l'Internet.

115. Certains États ont mentionné des instruments et mécanismes régionaux des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial estime que ces mécanismes peuvent jouer un rôle déterminant dans la prévention et l'élimination des partis, mouvements et groupes extrémistes, y compris les néonazis et les skinheads, ainsi que des mouvements idéologiques extrémistes similaires conformément au paragraphe 119 du document final de la Conférence d'examen de Durban. Il encourage par conséquent les États à coopérer pleinement avec ces mécanismes.

116. Enfin, le Rapporteur spécial tient à recommander aux États de veiller à ce que les recommandations formulées dans le présent rapport soient mises en œuvre en consultation avec la société civile, et les encourage à y consacrer un financement adéquat.
